

Une puissance régionale paradoxale

Karoline Postel-Vinay *

Le Japon entretient avec son environnement régional une relation pour le moins ambiguë : son choix de la modernité de type occidental durant l'ère Meiji s'est accompagné d'une mise à distance du modèle chinois. Puis, la période impérialiste de la première moitié du ^{xx}e siècle l'a conduit à mener des guerres aux conséquences douloureuses, toujours perceptibles de nos jours. À l'heure où l'Asie est en pleine recomposition géopolitique autour de la puissance chinoise et où des coopérations multilatérales s'établissent, le Japon confirme une place d'acteur régional tout à fait primordial et spécifique.

* Karoline Postel-Vinay

est directrice de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

Au moment où la montée spectaculaire de la Chine sur la scène internationale mobilise les esprits, on en vient à oublier l'importance du Japon, à la fois globale et régionale : deuxième puissance mondiale, il représente à lui seul plus de la moitié de l'économie de l'Asie orientale¹. À quoi tient cette éclipse virtuelle du véritable géant asiatique ? Elle s'explique d'abord par le poids historique de la Chine – de l'empire du Milieu à la République populaire de Chine –, toujours présent dans l'imaginaire collectif. Le produit national brut du Japon représente plus du double de celui de la Chine, et les incertitudes qui pèsent sur le développement futur de cette dernière sont manifestes.

La relative invisibilité internationale du Japon n'a toutefois rien de nouveau. Depuis plus d'un siècle, celui-ci est un acteur paradoxal du jeu asiatique, à la fois central et marginal, tandis que la Chine, même très affaiblie, voire brisée à la fin du ^{xix}e siècle, reste indiscutablement une référence fondamentale de l'histoire de la région pour les Asiatiques comme pour les observateurs extérieurs. Cependant, qu'il s'agisse ou non d'une illusion d'optique, la possibilité qui est donnée aujourd'hui de comparer ces deux grandes puissances de

l'Asie orientale est aussi l'occasion de mesurer leurs différences et notamment d'apprécier la singularité de la trajectoire japonaise. « Géant économique, nain politique », dit-on du Japon depuis plusieurs décennies. C'est surtout son choix précoce de la modernité occidentale et son ancrage profond dans la démocratie libérale qui font la particularité de sa position régionale.

« Quitter l'Asie et rejoindre l'Occident » : un choix ancien

Aucun autre pays d'Asie, et plus généralement du monde non occidental, ne s'est, comme le Japon, aussi fortement imprégné de l'héritage moderne européen. Dès la fin du ^{xix}e siècle, le Japon devint un étranger dans sa propre région en menant une politique d'occidentalisation aussi rapide qu'irréversible. L'expansion coloniale européenne de cette époque constitua un

¹ L'Asie orientale inclut l'ensemble des pays de l'Asie du Sud-Est, de l'Indonésie au Vietnam, et ceux du Nord-Est, de Taïwan au Japon.

gigantesque séisme pour une grande partie de la planète. En Asie orientale, la menace puis la réalité de l'impérialisme occidental au sens large – la Russie et les États-Unis jouant là un rôle important –, contribuèrent au basculement de l'équilibre régional, et plus précisément au démantèlement d'un système cohérent de relations économiques, politiques et culturelles, centré autour de la Chine. Ce système, dit « système du tribut » – car les nations asiatiques étaient politiquement tributaires de l'Empire chinois –, se fondait sur une vision verticale et hiérarchique des relations internationales. Il était conceptuellement aux antipodes du principe européen d'égalité des États garantissant la souveraineté de chacun. L'élite intellectuelle japonaise s'intéressa très tôt à cette autre vision des rapports entre nations. Ainsi l'œuvre du juriste hollandais Hugo Grotius (1583-1645), qui contribua à l'établissement de ce principe dans la pensée politique européenne, fut-elle traduite en japonais dès le XVIII^e siècle, plusieurs décennies avant l'occidentalisation officielle de l'Archipel.

La victoire de la Grande-Bretagne contre la Chine à la suite de la première « guerre de l'opium » (1839-1842), porta un coup décisif à l'ordre régional hiérarchique organisé par les autorités de Pékin². Ce changement laissa les nations membres du système du tribut, ainsi que la Chine elle-même, dans une immense perplexité quant à l'avenir et la façon de s'y adapter. Celles-ci connaissaient ce qu'elles étaient sur le point de perdre – la tradition politique chinoise avec ses avantages et ses défauts –, mais ignoraient ce qui se présentait à elles – l'ordre occidental, dont on venait tout juste de mesurer la force. Nombre de pays d'Asie orientale n'eurent simplement pas les moyens de répondre à ce nouveau défi et furent soumis à la colonisation – tel l'Annam, l'un des plus fidèles suzerains de l'Empire chinois, intégré à l'Indochine française. La Corée, après avoir repoussé une expédition militaire française en 1866, crut pouvoir échapper à ce destin tout en hésitant entre l'occidentalisation et la fidélité à Pékin. Elle fut finalement rattrapée, quelques décennies plus tard, par la réalité de l'impérialisme japonais moderne.

Quant au Japon de ce milieu du XIX^e siècle, il ne put faire autrement que de signer des traités

dits « inégaux » – et ils l'étaient en effet – avec toutes les puissances étrangères présentes dans la région. Mais il entreprit ensuite avec succès un vaste programme de réforme de ses institutions, s'inspirant des transformations qui avaient eu cours dans les États européens, ce qui lui donna une toute autre position sur la scène internationale.

On avance souvent un peu vite l'idée que le Japon de l'empereur Meiji choisit délibérément la voie de l'occidentalisation, se dotant des armes de son ennemi pour mieux le battre par la suite. Ce raccourci historique mérite d'être nuancé et complété si l'on veut vraiment comprendre la relation particulière qui lie encore aujourd'hui le Japon à ses voisins asiatiques.

Premièrement, l'adoption par le Japon des règles internationales conçues en Europe, et notamment les principes de souveraineté et d'égalité des États, n'eut rien d'une entreprise consensuelle. Tout le monde ne fut pas tout de suite convaincu qu'il fallait entièrement abandonner le système chinois, et quand bien même celui-ci se révélait de plus en plus dysfonctionnel, la question du « comment » et « jusqu'où » le Japon devait s'occidentaliser resta ouverte. Quatorze années s'écoulèrent entre la signature par les Japonais d'une série de traités inégaux avec plusieurs pays occidentaux (1854), et le changement définitif de régime politique à Tokyo (1868). Ce furent quatorze années de débats et de conflits internes qui, une fois le programme d'occidentalisation officiellement enclenché, se prolongèrent pendant plusieurs décennies par d'autres tensions et controverses sur le degré acceptable de transformation de la société japonaise, produisant une dynamique complexe dont un des moments marquants fut l'adoption, pour la première fois par un pays asiatique, d'une Constitution en 1889.

Deuxièmement, le choix de l'occidentalisation par le Japon ne se fit pas, *a priori*, par

² Pour les Britanniques, l'enjeu premier de cette guerre, qui éclata à Canton, fut d'imposer aux Chinois le commerce de l'opium sur leur territoire. Cependant, tout comme la seconde « guerre de l'opium », elle eut des conséquences structurelles plus larges et durables puisque par le traité de Nankin (1842) – premier d'une longue suite de « traités inégaux » signés entre Asiatiques et Occidentaux –, Hong Kong fut cédé au Royaume-Uni et plusieurs ports chinois, dont Guangzhou et Shanghai, furent ouverts au commerce britannique.

opposition à ses voisins. Encore une fois, l'idée de sortir du système chinois n'avait rien d'évident de prime abord pour toute une partie de l'élite et de la population japonaises. Parmi les réformateurs, certains imaginèrent au contraire une modernisation à l'occidentale menée en concertation avec les pays voisins les plus proches, la Chine et la Corée. Yukichi Fukuzawa (1835-1901)³, l'un des plus célèbres penseurs de l'occidentalisation, encouragea fortement cette coopération asiatique, accueillant lui-même des étudiants chinois et coréens pour les former aux savoirs occidentaux et créant pour ce faire une école spécialisée, qui devint la célèbre université Keio à Tokyo. Le même Fukuzawa finit cependant par changer d'opinion, et déclara en 1885 que le Japon devait « quitter l'Asie et rejoindre l'Occident ». L'évolution de Fukuzawa refléta celle d'une société japonaise qui, dans les toutes dernières années du XIX^e siècle, prit ses distances à l'égard du modèle chinois, jusqu'alors unique modèle de civilisation.

Avec les États voisins, une histoire douloureuse

Le détachement du Japon par rapport à l'Asie, et tout d'abord la Chine, fut un processus long, compliqué, et qui ne trouva jamais vraiment d'issue. La première et réelle coupure historique entre l'Archipel et ses voisins fut sans aucun doute la guerre sino-japonaise de 1894-1895. La raison de ce conflit fut la « protection » de la Corée. Les Japonais, mais également la plupart des puissances occidentales, Grande-Bretagne et France en tête, reprochaient à l'empire du Milieu de ne plus assurer son rôle de suzerain et d'être incapable de contrôler le chaos politique qui, effectivement, régnait sur la péninsule coréenne. La défaite militaire de la Chine fut lourde de conséquences, matérielles et symboliques. Le Japon obtint la colonisation de Taïwan, l'accès à plusieurs ports chinois, ainsi que de nouveaux droits maritimes et commerciaux.

La perte de prestige, voire de simple crédibilité, du système chinois fut immense pour toute une partie de l'élite asiatique – dont les Chinois eux-mêmes – et particulièrement pour

les Japonais. Le fait qu'une guerre déclenchée contre l'empire du Milieu par l'un de ses anciens sujets soit devenue possible constituait déjà le signe d'une détérioration certaine. La victoire de l'ancien sujet poussait la relation nippo-chinoise vers un point de non-retour, une rupture qui, aujourd'hui encore, est ressentie comme telle à Pékin et à Tokyo.

Quelques années plus tard, en 1902, le Japon signa une alliance militaire avec la Grande-Bretagne, le premier accord de ce genre – sur un pied d'égalité – entre un pays asiatique et une puissance impériale européenne. Le Japon bascula alors complètement dans le camp occidental et se coupa de l'ensemble de l'Asie. Rappelons en effet que c'est en s'appuyant sur cette alliance nippo-britannique que le Japon entra en conflit avec la Russie (1904-1905) – au sujet de la Corée – et battit l'armée du tsar. Grâce à cette victoire Tokyo obtint le protectorat du royaume coréen. Puis, s'appuyant également sur un accord avec une autre puissance occidentale – les États-Unis – il procéda, en 1910, à la colonisation du pays⁴.

C'est donc avec une rapidité incroyable, les quelques années du tournant du siècle, que le Japon prit la posture d'une puissance impériale dans sa propre région. Dans ce genre d'évolution, la dynamique politico-militaire prend généralement de vitesse le mouvement des sociétés. La coupure avec l'Asie engendra, pour les Japonais, une interrogation identitaire. Si ces derniers n'étaient plus asiatiques, ils n'étaient pas pour autant devenus européens. Le Japon fit l'amère expérience de son statut de marginal dans le camp occidental lors des négociations qui suivirent la Première Guerre mondiale. Rangé du côté des Alliés contre l'Allemagne, il fit partie des vainqueurs à Versailles. Mais lorsque la délégation japonaise demanda à la future Société des Nations la reconnaissance de l'égalité des races, elle se heurta à une opposition majoritaire des pays européens.

³ Son autobiographie a récemment été traduite en français : Yukichi Fukuzawa, *La vie du vieux Fukuzawa racontée par lui-même*, Albin Michel, Paris, 2007.

⁴ L'accord Taft-Katsura, un arrangement international typique des pratiques diplomatiques opaques de cette époque, permettait aux États-Unis de contrôler les Philippines en échange de la domination par le Japon de la péninsule coréenne.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Japon militariste multiplia les confusions d'identité. Il entra dans l'Axe aux côtés des Allemands et des Italiens mais ne put guère s'identifier aux défenseurs de la « race aryenne ». Il fit la guerre en Asie aux colonisateurs et non aux colonisés, promettant l'indépendance à ces derniers, tout en produisant des affiches de propagande où les « libérateurs » japonais apparaissaient sous les traits physiques d'Occidentaux face à des personnages aux yeux exagérément bridés et à la peau jaune vif, des caricatures qui n'étaient pas sans rappeler les représentations que les Européens faisaient alors des Asiatiques, qu'ils soient Japonais, Chinois ou Indochinois.

L'acharnement de l'armée impériale nipponne contre les populations civiles toucha en large majorité les Chinois. Cependant, les crimes commis par les militaires japonais ne peuvent être comparés à ceux des nazis à l'encontre des citoyens juifs, ou encore des Tsiganes, en Europe⁵. La culture japonaise resta, pendant et après la guerre, structurellement marquée par l'héritage reçu de l'empire du Milieu. Tout, au Japon, dans la vie quotidienne, dans l'art comme dans la culture populaire, portait et porte encore les innombrables traces d'une influence chinoise séculaire. Ni l'occidentalisation ni l'ultranationalisme des années 1930 n'enlevèrent à la société japonaise sa dimension sinisée – des idéogrammes au confucianisme – qui, de fait, était et reste une partie intégrante de son identité.

À partir de 1945 et après sept années d'occupation américaine, le Japon reprit profondément ancrage dans le camp occidental. Le développement, dans son voisinage immédiat, de régimes communistes (Chine, Corée du Nord) ou autoritaires (Taïwan, Corée du Sud), renforça son isolement dans la région. Le Japon fit figure d'Occidental perdu en Asie, même si la culture japonaise resta aussi chinoise que la culture française est demeurée latine. Pendant des décennies, les Japonais ne voyagèrent pas dans leur région. Ce n'est que dans les années 1990, lorsque les frontières avec la Chine et la Corée s'ouvrirent à nouveau, que des centaines de milliers, puis des millions de touristes de l'Archipel partirent à la découverte de ces pays si proches et si lointains, si familièrement étrangers.



On le voit, la relation du Japon avec ses voisins est chargée d'une histoire difficile. Il faut préciser que les voisins en question sont ceux de l'Asie du Nord-Est. La situation du Japon par rapport à l'Asie du Sud-Est est très différente, et ce pour deux raisons principales. Premièrement, la trajectoire historique du Japon a été, depuis au moins le VIII^e siècle, intrinsèquement liée à celle de la Chine et de la Corée, et non à celle des nations d'Asie du Sud-Est, géographiquement plus éloignées. Deuxièmement, parce que ces dernières ont toutes été, à l'exception de la Thaïlande, colonisées par des puissances occidentales.

Aussi, à partir de l'hiver 1941, le Japon entra-t-il en guerre contre les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas – la France de Vichy, quant à elle, collabora avec Tokyo en Indochine –, mais non avec les populations locales. Certes, la notion de « sphère de coprosperité » ne convainquit personne – il n'y avait ni coopération ni prospérité partagée en vue. Cependant les crimes de guerre japonais en Asie du Sud-Est visèrent en priorité soit les populations d'origine chinoise, comme à Singapour, soit les colons, comme les

⁵ Le risque, dans la comparaison du Japon avec l'Allemagne, est surtout de banaliser la particularité historique du nazisme, celle d'une barbarie très systématiquement organisée, et à très grande échelle. Il n'y avait pas dans l'expansionnisme militaire japonais de projet comparable à celui de la « solution finale ».

Néerlandais en Indonésie. L'intention annoncée du Japon de redonner leur indépendance aux nations colonisées n'était pas vraisemblable – l'exemple de la Corée, s'il en fallait un, ne lui donnait guère de crédibilité. Mais il est indéniable que nombre de mouvements nationalistes, notamment dans les colonies de l'Empire britannique, y trouvèrent un appui provisoire.

Il est à ce sujet significatif que les conflits de mémoire qui resurgissent régulièrement entre le Japon et ses voisins immédiats aient pratiquement disparu des relations entre ce premier et l'Asie du Sud-Est, y compris Singapour où la population chinoise est majoritaire et où l'ancien Premier ministre Lee Kuan-Yew s'est longtemps fait le porte-parole des victimes de la guerre dans cette partie de la région. Il a fallu attendre les années 1990 pour voir s'amorcer, laborieusement, un dégel entre le Japon, d'une part, et la Chine et la Corée du Sud d'autre part. En revanche, entre l'Asie du Sud-Est et Tokyo, les ponts se sont reconstruits dès les années 1970.

De l'Asie-Pacifique à l'Asie du Sud-Est : des coopérations établies

Pendant plusieurs décennies après 1945, la politique régionale du Japon est restée orientée vers l'Est de l'Archipel. Pour Tokyo, l'Asie n'existait qu'en tant qu'« Asie-Pacifique ». Cette coopération de l'« Asie-Pacifique » fut d'abord réduite à la relation nippo-américaine. De façon plus générale, le monde extérieur, pour le Japon, n'existait guère en dehors des États-Unis. Durant la décennie 1960, la définition géographique de l'« Asie-Pacifique » s'élargit. En 1965, l'économiste japonais Saburo Okita lança, à la demande de Tokyo et avec le soutien de Washington, un projet de coopération commerciale des pays riverains de l'océan Pacifique, incluant le Japon, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En d'autres termes l'« Asie-Pacifique » ne pouvait être composée que de pays riches et démocratiques, ce qui excluait tout pays à proprement parler « asiatique » autre que le Japon. Cette conception singulière de la coopération régionale japonaise, et tout bonnement dictée par

les contraintes géopolitiques de l'époque, perdura encore une dizaine d'années.

À partir de 1977, le Premier ministre Takeo Fukuda, le père de l'actuel chef du gouvernement japonais Yasuo Fukuda, infléchit de manière notable la politique régionale de son pays. Dans un discours prononcé cette année-là à Manille, et qui entra dans l'Histoire sous le nom de « doctrine Fukuda », il déclara : « Les relations entre le Japon et les pays d'Asie du Sud-Est ne devraient pas se fonder uniquement sur les liens matériels de la dépendance mutuelle. Le Japon doit aussi chercher à établir des liens spirituels solides d'amitié et de coopération dans la région et contribuer à son développement, sa sécurité et sa prospérité. » Le mélange d'hostilité et d'indifférence qui présidait aux rapports entre le gouvernement de Tokyo et ceux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Association of Southeast Asian Nations, ASEAN) commença alors à se dissiper⁶. L'Asie du Sud-Est entra officiellement dans la politique régionale du Japon. Avant chaque sommet du G7 – puis du G8 –, auquel Tokyo participa dès l'origine, les chefs de gouvernement japonais successifs prirent l'habitude de faire une tournée des pays de l'ASEAN, de prendre note des opinions de chacun de ses membres sur l'économie internationale, afin de représenter légitimement la région à la table des représentants des pays les plus riches du monde.

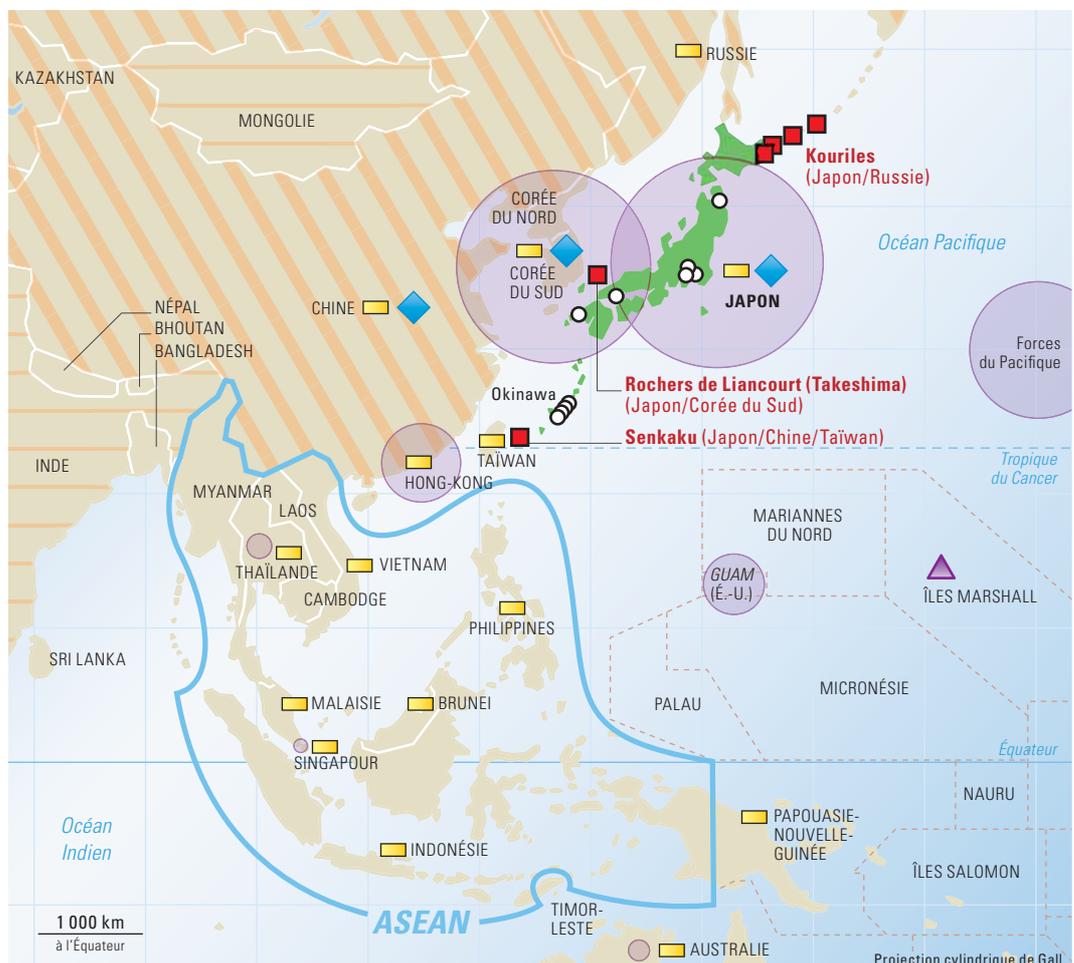
La recomposition récente de l'Asie orientale

À partir de la fin des années 1970, la politique régionale du Japon se développa donc dans deux directions géographiques : l'Asie-Pacifique – du Canada à la Nouvelle-Zélande – et l'Asie du Sud-Est. Ce n'est qu'après la fin de la guerre froide en Europe – rappelons qu'elle n'a pas vraiment pris fin en Asie⁷ –, que Tokyo commença à

⁶ L'ASEAN fut créée en 1967, regroupant alors l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, la Fédération de Malaisie et Singapour. Elle comprend aujourd'hui également le Laos, le Cambodge, le Vietnam, Brunei et Myanmar (ex-Birmanie).

⁷ À ce sujet, voir l'article de Pierre Grosser, « Les origines de la guerre froide en Asie », publié dans *Questions internationales*, n° 18, mars-avril 2006.

Le Japon et son contexte géopolitique régional

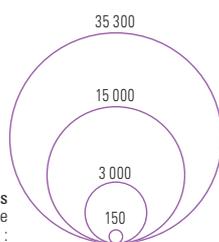


■ Contestations territoriales entre le Japon et ses voisins

Forces militaires américaines :

- Localisation des bases sur le territoire japonais
- ▲ Radars

Effectifs totaux par pays (les effectifs de Hong Kong et du Pacifique correspondent à des forces aéronavales) :



APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation)

- Membres, hors cadrage : Nouvelle-Zélande, Canada, États-Unis, Mexique, Pérou et Chili.

Organisation de coopération de Shanghai :

- Membres, hors cadrage : Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan
- Observateurs, hors cadrage : Iran, Pakistan

Forum ASEAN + 3



Sources : d'après Nicolas Bergeret ; International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, James Hackett, Londres, 2007 ; compilation à partir des sites officiels des organisations régionales.

s'intéresser à ses voisins les plus proches. Ce fut d'abord, comme on l'a déjà noté, une reprise de contact entre les sociétés. La politique chinoise de la « porte ouverte », c'est-à-dire de l'ouverture des frontières, ainsi que l'arrivée de la démocratie en Corée du Sud contribuèrent à un premier mouvement de dégel en Asie du Nord-Est.

Les échanges commerciaux, touristiques et culturels se développèrent progressivement entre quatre des cinq pays de la région – Japon, Corée du Sud, Chine, Taïwan – la Corée du Nord restant obstinément en dehors de cette dynamique. Officiellement, les relations étaient depuis longtemps, en partie, normalisées. Le

lien entre Tokyo et Séoul fut rétabli en 1965. Et en 1972, s'ajustant précipitamment à l'initiative du président américain Richard Nixon, le Japon avait reconnu le gouvernement de la Chine continentale : l'événement entra dans l'histoire japonaise sous le nom de « Nixon shokku », c'est-à-dire le « choc Nixon ». Simultanément, Tokyo coupa ses liens avec Taipei.

La possibilité d'une véritable coopération régionale, nécessairement multilatérale, en Asie du Nord-Est, devint plus réaliste avec la volonté de Séoul de résoudre le blocage qui perdurait de fait depuis une quarantaine d'années. En 1992, la Corée du Sud normalisa ses relations avec la Chine. L'année précédente, elle était enfin devenue, en même temps que sa sœur ennemie la Corée du Nord, membre des Nations Unies. Le président sud-coréen de l'époque, Roh Tae-woo, entreprit une politique plus active et constructive avec le Japon, en obtenant notamment l'amélioration des droits des résidents coréens dans l'Archipel. Ce rapprochement plus concret entre Séoul et Tokyo fut aussi facilité par la mort, en 1989, de l'empereur japonais Hirohito, acteur de premier plan dans la guerre du Pacifique, et par son remplacement par Akihito, le fils héritier élevé par une préceptrice américaine, et dont les opinions pacifistes s'exprimèrent aussi nettement que possible, c'est-à-dire autant que le caractère symbolique de la fonction impériale le permettait.

Mais l'impulsion décisive du nouveau mouvement régional en Asie du Nord-Est fut donnée par la Chine, à la fin des années 1990. Déçue par les obstacles dressés par Washington à son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puis choquée par le bombardement de son ambassade à Belgrade par les forces armées de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – officiellement un dommage collatéral –, en 1999, la Chine chercha à contrebalancer ses efforts de coopération avec l'Occident par l'expression d'un nouvel intérêt pour sa propre région. En 1997, à l'occasion du trentième anniversaire de sa fondation, puis en 1998, l'ASEAN invita informellement les trois grands du Nord – Japon, Chine et Corée du Sud – à sa réunion annuelle. En 1999, à l'initiative de la Chine, il fut décidé que cette réunion

de l'« ASEAN+3 » serait institutionnalisée. L'année suivante, en marge de l'ASEAN+3, se tint une brève rencontre tripartite entre les chefs de gouvernement de Pékin, Séoul et Tokyo. L'événement, très discret, presque furtif – un petit-déjeuner de travail d'à peine une heure –, n'en eut pas moins une signification historique retentissante. Les liens régionaux coupés en Asie du Nord-Est depuis la fin du XIX^e siècle semblèrent pouvoir se renouer.

Pendant les toutes premières années du nouveau millénaire, la coopération en Asie orientale en général, et en Asie du Nord-Est en particulier, connut un véritable essor. Les réunions annuelles de l'ASEAN+3 se poursuivirent sans discontinuité. La Corée du Sud, sous la houlette du président et prix Nobel de la paix Kim Dae-jung, déploya une énergie considérable pour que ce forum n'apparaisse pas seulement comme le produit de la bonne volonté des pays du Sud-Est asiatique, mais qu'il soit clairement et nommément un projet collectif de l'Asie orientale dans son ensemble. Aussi fallait-il, préconisa Kim Dae-jung, que l'ASEAN+3 devînt le Sommet de l'Asie orientale. Ce fut chose faite avec la tenue du premier sommet de ce nom, à Kuala Lumpur, en décembre 2005. L'institution de l'ASEAN+3 fut néanmoins maintenue et des réunions des treize gouvernements concernés, ainsi que des rencontres au niveau ministériel, ont continué d'être organisées. De nombreux accords de coopération, notamment financière – la crise de 1997-1998 aura révélé l'urgence d'une plus grande coordination régionale –, mais aussi technique et environnementale, furent signés.

Dans tous ces développements régionaux importants, le rôle du Japon, on l'aura noté, n'aura guère été visible. Cette discrétion tient à deux raisons indissociables : d'une part la conviction de Tokyo que son statut de leader asiatique ne pouvait être qu'économique et non politique, et d'autre part la crainte des diplomates japonais d'un arrangement régional qui se ferait au détriment du lien trans-Pacifique. L'élection de gouvernements fortement pro-américains – celui de Jun'ichirô Koizumi (2001-2006), puis celui de Shinzô Abe (2006-2007) – a donné une nouvelle profondeur à cette préoccupation.

Le retour des nationalismes

La transformation de la politique américaine après le 11 septembre 2001, et sa nouvelle polarisation sur le thème de l'alternative « vous êtes avec l'Amérique ou avec les terroristes », poussa Tokyo à se réinvestir vigoureusement dans sa relation avec Washington, au détriment de ses liens avec ses voisins asiatiques, en particulier la Chine. Koizumi contribua notablement à détériorer la relation nippo-chinoise, porté à la fois par ses propres convictions nationalistes et une volonté de loyauté indéfectible à l'égard des États-Unis. Il est important de noter que, sur ces deux points – nationalisme et fidélité à l'Amérique en guerre contre l'Irak –, l'opinion publique japonaise était en désaccord avec le gouvernement.

Les visites de Koizumi au sanctuaire Yasukuni à Tokyo, particulièrement irritantes pour les Chinois, furent critiquées par une majorité de Japonais, favorables à la reconstruction d'un autre monument aux morts des guerres passées (voir p. 47). Une claire majorité de l'opinion publique était également contre le soutien logistique du Japon à l'invasion américaine de l'Irak. En ce sens, l'obstination du Premier ministre japonais fut semblable à celle de Tony Blair, bénéficiant lui aussi de la faiblesse de son opposition politique au Parlement.

Les tensions entre Tokyo et Pékin eurent un effet immédiat sur la construction régionale. Le premier Sommet de l'Asie orientale, annoncé depuis plusieurs années, tourna court, tant la froideur de la relation nippo-chinoise était visible. D'autres sommets suivirent néanmoins chaque année, et les réunions de l'ASEAN+3 ont également été maintenues, et ce jusqu'à aujourd'hui. Mais l'enthousiasme pour la reconstitution de l'Asie orientale s'est clairement essoufflé.

On peut dire de manière générale, à l'échelle planétaire, que l'époque actuelle n'est guère favorable aux coopérations régionales. L'Europe a d'une certaine façon donné l'exemple, en 2005, en ne parvenant pas à s'entendre sur un projet de traité constitutionnel, freinant ainsi les progrès de la construction de l'Union. Les limites de la solidarité latino-américaine ont également

commencé à apparaître, au-delà des discours médiatiques sur le retour du bolivarianisme.

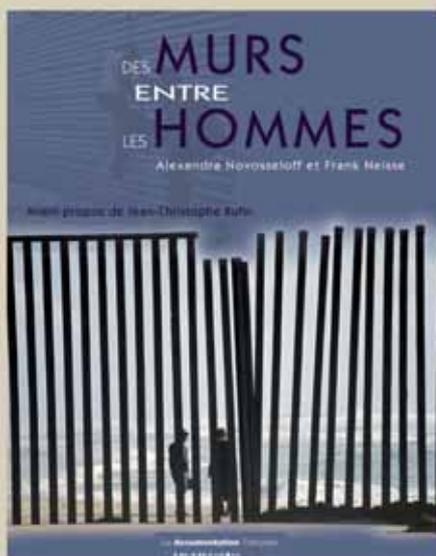
On assiste plutôt, de toutes parts, à un renouvellement des nationalismes. Passée l'euphorie des années 1990, où la globalisation semblait pouvoir faire baisser toutes les frontières et unir les pays par une volonté de « gouvernance globale », on voit à présent les barrières se reconstruire et les différends interétatiques se durcir. Le choc du 11 septembre 2001 a bien évidemment accéléré cette tendance : les États-Unis, première puissance du monde, où l'idée même de « gouvernance globale » avait pris forme, se sont faits les porte-parole d'un nationalisme virulent, difficilement compatible avec toute forme institutionnelle de coopération multilatérale. L'Asie orientale, et plus particulièrement du Nord-Est, est elle aussi engagée dans ce qui semble être une nouvelle course au patriotisme à l'échelle du monde. Le positionnement nationaliste de Koizumi aura été probablement aussi extrême qu'une démocratie – et en l'occurrence une démocratie soutenue par une société très majoritairement pacifiste – peut le tolérer⁸.

Le regain de nationalisme au Japon est donc sans commune mesure avec celui qu'on a vu éclore et qui continue de se développer en Chine. Dans le contexte non démocratique chinois, l'explosion du nationalisme est la manifestation de l'une des seules formes d'expression politique possibles alors que l'idéologie communiste a perdu de sa crédibilité et que le pouvoir en place – le Parti communiste chinois et l'Armée populaire de libération – se doit de conserver une légitimité rhétorique. Or, en l'absence d'entente nippo-chinoise, la coopération régionale en Asie du Nord-Est, et donc en Asie orientale, n'a pas de sens. Le soutien politique chinois, même s'il est perçu avec une certaine ambivalence par nombre de pays de la région, reste indispensable. En revanche, si le rôle politique du Japon restera vraisemblablement de second plan, son appui économique demeure décisif. Depuis des décennies, Tokyo est l'un des

⁸ Rappelons que la Constitution du Japon, par son article 9, interdit à ce pays de faire la guerre. Si l'idée de modifier à la marge l'article en question n'est plus aussi tabou qu'elle l'était il y a dix ans, une large majorité de Japonais souhaite maintenir le principe fondamental de cette disposition.

principaux moteurs de la croissance de l'Asie orientale. Le Japon a été l'un des cofondateurs, en 1966, de la Banque asiatique de développement, et sa participation au financement et à l'organisation de cette institution devint rapidement essentielle. Aujourd'hui encore, la Chine reste l'un des premiers bénéficiaires, derrière l'Indonésie, de l'aide publique au développement du gouvernement japonais en Asie. L'actuel Premier ministre Yasuo Fukuda a clairement manifesté sa

volonté de s'inscrire dans l'héritage politique de son père et de donner un nouvel élan à la relation du Japon avec l'Asie. Aura-t-il pour autant le pouvoir de modifier le cours des choses dans la région ? Une certaine logique de coopération devrait se maintenir en tout état de cause, tout comme en Europe, à un rythme ralenti. Mais le contexte international laisse à penser qu'il faudra se contenter pendant encore plusieurs années de ce régionalisme *a minima*. ■



2007, 200 pages, 35 €
Néf. 9782110088385



Un livre singulier entre carnet de voyage et essai géopolitique

Avant-propos de Jean-Christophe Rufin

Presque vingt ans après la chute du mur de Berlin, de nombreux murs subsistent encore et séparent les peuples, tandis que d'autres se construisent : zone démilitarisée entre les deux Corées, *Peacelines* de Belfast, murs de sable du Sahara occidental, mur-frontière entre les Etats-Unis et le Mexique ...

Ces murs « en activité » sont le signe tangible de la permanence de tensions à l'actualité souvent brûlante et de conflits inextricables gelés par l'histoire.

Cet ouvrage, illustré de près de 200 photographies, porte un regard inédit sur la réalité brute de ces murs et ceux qui vivent à proximité.